MACSF FINANCEMENT

Société Anonyme à directeur et Conseil de surveillance
au capital de 8 800 000 euros
Société de financement

Siège social : Cours du Triangle - 10, rue de Valmy - 92800 PUTEAUX
343 973 822 R.C.S. NANTERRE

Exercice social du 01/01/2021 au 31/12/2021

Comptes annuels approuvés par l'A.G.O. du 18 mai 2022

BILAN AU 31 DECEMBRE 2021 (en Keuros)

ACTIF	2021	2020
Créances sur les établissements de crédit	3 679	4 452
Opérations avec la clientèle	30 411	32 869
Parts dans les entreprises liées	21	28
Crédit-bail et location avec option d'achat	47 642	39 892
Location simple	12 188	7 316
Immobilisations incorporelles	19	0
Autres actifs	851	1 068
Comptes de régularisation	74	119
TOTAL ACTIF	94 885	85 744

PASSIF	2021	2020
Dettes envers les établissements de crédit	759	1 011
Dettes représentées par un titre	72 054	63 557
Autres passifs	2 574	2 227
Comptes de régularisation	285	217
Provisions	206	103
Capitaux propres	19 007	18 629
TOTAL PASSIF	94 885	85 744

HORS-BILAN	2021	2020
Engagements de financement :		
- Engagements reçus d'établissements de crédit	18 000	16 500
- Lignes de refinancement confirmées	25 000	25 000
- Engagements en faveur de la clientèle	3 064	3 259
Engagements sur instruments financiers à terme :		
- Opérations sur instruments de taux d'intérêts	116 000	101 000

COMPTE DE RESULTAT (en Keuros)	2021	2020
Intérêts et produits assimilés	1 393	1 356
Intérêts et charges assimilés	- 435	- 415
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés	15 610	13 249
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilés	- 14 270	- 12 302
Produits sur opérations de location simple	2 044	785
Charges sur opérations de location simple	- 1 869	- 702
Commission (produits)	750	835
Commission (charges)	- 392	- 283
PRODUIT NET BANCAIRE	2 832	2 523
Charges générales d'exploitation	- 2 234	- 2 308
Dot. aux amort. et aux dépréc. sur immobilisations	- 5	0
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	592	216
Coût du risque	31	41
Provision pour risques	- 103	- 1
RESULTAT D'EXPLOITATION	520	255
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	520	255
Résultat exceptionnel	- 1	6
Impôt sur les bénéfices	- 141	- 74
RESULTAT NET	379	187

ANNEXE AUX COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2021 (Autorité de contrôle prudentiel et de résolution).

1 - PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES. Principaux événements de l'exercice 2021. Depuis janvier 2020, l'épidémie du coronavirus « COVID-2019 » s'est propagée dans le monde entier. MACSF financement surveille ses expositions face à l'épidémie, notamment l'impact de la crise sanitaire sur l'environnement économique et financier, sur ses actifs mais aussi ses risques gérés notamment vis-à-vis de ses clients professionnels de santé qui sont en première ligne. Des reports d'échéances ont été accordés à sa clientèle sur la période d'avril à août 2020 : ce dispositif mené et formalisé de manière contractuelle a permis de différer jusqu'à leur échéance finale 1 802 contrats pour des reports d'échéance totalisant 782 K€. Au 31/12/2021, les remboursements s'élevaient à 197 K€ et le montant restant dû est de 585 K€. **Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice 2021.** Néant. Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2021 respectent le format et le contenu des états de synthèse conformément au règlement ANC n° 2014-07 du 26/11/2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Le bilan et le compte de résultat concernant l'année 2021 ont été établis en retenant notamment les principes comptables suivants : indépendance des exercices ; prudence ; conformité aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. Les tableaux faisant partie intégrante de l'annexe au 31/12/2021 ont été établis en conformité avec le règlement ANC n° 2014-07 du 26/11/2014. **Changements de méthode comptable intervenus au cours de l'exercice 2021.** Néant. **Présentation des comptes. Bilan.** Les créances et dettes rattachées sont regroupées avec les postes d'actif ou de passif à raison desquels les intérêts correspondants sont acquis ou dus. Les créances douteuses sont inscrites selon leur nature dans les postes d'actif auxquels elles se rattachent pour leur montant net de dépréciations. **Compte de résultat.** Conformément au règlement ANC n° 2014-07 du 26/11/2014, la présentation du compte de résultat s'appuie sur 5 soldes intermédiaires de gestion assortis d'une définition très précise : le Produit net bancaire, le Résultat brut d'exploitation, le Résultat d'exploitation, le Résultat courant avant impôts et le Résultat net. Les composantes significatives du compte de résultat sont décrites dans les tableaux annexes 2-12 à 2-16. **Informations relatives au risque de crédit. Politique d'octroi de financement.** MACSF FINANCEMENT gère son risque de crédit en procédant à sa division, exprimée par la limitation des encours par bénéficiaire à

750 K€ HT (plafond d'encours par bénéficiaire et pour l'imagerie médicale uniquement). Cette limitation a été modifiée lors du Conseil de surveillance du 22/03/2019. Ce seuil correspond à 3,95 % des fonds propres réglementaires au 31/12/2021 (vs 4,03 % au 31/12/2020). Par ailleurs, l'établissement ne porte pas de « grands risques », au sens du corpus « Bâle 3 » (Directive 2013/36/UE et du Règlement UE n° 575/2013). Compte tenu de l'appartenance de MACSF FINANCEMENT à un Groupe de Mutuelles Professionnelles, il n'a pas été fixé de limite de risque en termes de concentration sectorielle ou géographique. Du fait du volume d'affaires de MACSF FINANCEMENT, il n'a pas été fixé de limite de crédit intra journalier. En 2021, deux nouvelles limites de risques ont été fixées concernant le risque de clientèle : 1 500 K€ d'encours sur la Société VERSO HEALTHCARE (Société de location détenue par MACSF EPARGNE RETRAITE à hauteur de 51 % du capital) ; 3 500 K€ d'encours sur la centrale d'achat UGAP (Union des Groupements d'Achats Publics). Il ne peut être dérogé aux limites de risque sans l'accord du Conseil de surveillance, statuant sur demande motivée du Comité des risques de crédit. En 2021, aucune dérogation n'a été demandée, les indicateurs de risques s'étant avérés de bonne tenue sur l'exercice. **Sélection des opérations.** En 2021, le dispositif de sélection des opérations n'a pas été modifié. Pour mémoire : le seuil d'acceptation, pour tous les profils de compétence, est de 25 K€ pour les collaborateurs des canaux de distribution MACSF et de 300 K€ pour le Comité de crédit (hors imagerie médicale) et de 750 K€ pour les dossiers d'imagerie médicale ; sous conditions, les demandes de financement peuvent faire l'objet d'acceptations automatiques ; la détermination du profil de compétence est couplée au dispositif de génération des alertes incluant les dimensions de lutte contre la fraude et les risques BC-FT ; le dispositif de sélection des opérations génère automatiquement les demandes de pièces justificatives bloquantes et des appels automatiques de contrôles, en fonction du profil du financement demandé. Les demandes de financement, quel que soit le canal de distribution activé par le client, peuvent être traitées par les collaborateurs à vocation commerciale du Groupe MACSF, dûment habilités, avec le soutien technique de MACSF FINANCEMENT ou par ses propres services. Elles donnent lieu à l'édition d'une proposition de contrat, d'une fiche de renseignements confidentiels et de la liste des justificatifs à fournir. Cette proposition est émise sous réserve du retour effectif et conforme aux déclarations initialement réalisées par le client de l'ensemble des documents justificatifs demandés. Le contrat ne peut être réalisé sans que cette étape de recueil et de vérification ne soit réalisée avec succès. Les opérations de financement susceptibles d'être réalisées avec les clients et prospects du Groupe sont évaluées au moyen d'une analyse (Outil de pré analyse informatisée) en deux volets (à l'exception des « enveloppes » de financement), l'une relative à la connaissance du client, la qualité de son profil et les relations antérieures avec lui (« Outil de pré analyse informatisée sociétaire »), l'autre relative à sa situation financière et à ses capacités de remboursement (« Outil de pré analyse informatisée financier »), compte tenu des caractéristiques du financement sollicité. L'outil de pré analyse informatisé est couplé à un système d'habilitations à l'acceptation, d'alertes et de remontée automatique conditionnelle des dossiers des canaux de distribution du Groupe vers les services internes de MACSF FINANCEMENT et, le cas échéant, le Comité des risques de crédit, aux fins d'étude et d'acceptation éventuelle du dossier par eux. La génération des alertes demeure le point privilégié d'articulation entre les caractéristiques d'une demande de financement et la grille d'habilitation de MACSF FINANCEMENT. Les dossiers dépourvus d'alerte peuvent faire l'objet d'une acceptation automatique. Tous les dossiers correspondant à une demande de financement supérieur à 50 000 € (ou pouvant avoir comme conséquence l'élévation à ce seuil du total des encours du client auprès de MACSF FINANCEMENT) et toutes les demandes pour lesquelles le client a connu par le passé une phase de gestion contentieuse sont automatiquement remontées au Comité des risques de crédit. Lorsqu'ils le jugent nécessaire au regard de l'évaluation du dossier, les services de MACSF FINANCEMENT ou le Comité des risques de crédit peuvent lier l'acceptation du dossier à la mise en place de garanties complémentaires (caution, prise de gage sur le bien, nantissement d'un contrat d'épargne). L'ensemble des éléments d'évaluation du dossier, comme la prise de garanties complémentaires, doit être justifié sur pièces afin que le dossier puisse être accepté et qu'il soit procédé au décaissement des fonds. Les conditions de sélection des opérations ont été visées et reconduites en l'état, après examen, lors des Revues des Contrôles et des Risques de l'exercice. Les modalités de sélection des opérations sont documentées dans le processus de traitement des dossiers de financement FI N-PR-OP-01 et la note méthodologique de « Outil de pré analyse informatisé », décrivant ses règles et paramètres de fonctionnement dans le système d'information. La grille d'habilitations concernant l'ensemble des collaborateurs MACSF FINANCEMENT et Groupe concerné par la commercialisation et la gestion des produits de financement est tenue à jour. La procédure relative à la mise à jour et à la validation de la grille d'habilitation quant à elle est demeurée inchangée. **Encours productif.** L'encours productif s'élève à 89 057 K€ au 31/12/2021, contre 78 898 K€ au 31/12/2020 soit une progression de 12,8 %. **Type d'encours.** Tous les contrats non classés dans la catégorie « créances douteuses » sont réputés sains. **Les encours « impayés »** correspondent à la somme des mensualités / loyers appelés et non honorés, en attente de régularisation. Ces contrats impayés relèvent d'une situation exceptionnelle et partielle au vu du contrat, ne mettant pas en cause leur classement en « créances saines », aussi longtemps que leur évolution ne rassemble pas les critères de migration de la catégorie « créances rattachées » à la catégorie « créances douteuses ». **Les créances douteuses.** Conformément au règlement ANC 2014-07 du 26/11/2014 (articles 2211-1 à 2251-13), relatif au traitement comptable du risque de crédit, les créances sont considérées douteuses lorsque sont constatés 3 impayés consécutifs ou une situation d'impayé depuis au moins 3 mois, sauf à ce qu'il soit démontré que la situation n'est pas imputable à la situation du bénéficiaire du contrat. Le classement pour une contrepartie donnée des encours douteux entraîne par « contagion » un classement identique de la totalité des engagements de cette contrepartie. Comptablement, ces créances sont déclassées du poste « créances impayées » au poste « créances douteuses caractérisées » à la fin de chaque trimestre. **Règles relatives aux « créances douteuses » et à leur dépréciation.** L'enregistrement en créance douteuse est réalisé lorsque la situation d'un encours/contrat correspond à la définition vue au paragraphe « Type d'encours ». Il comprend les créances impayées, majorées de l'encours financier du contrat et des pénalités contractuelles équivalent à 10 % de ce dernier. A compter du classement en « créances douteuses », l'ensemble des créances est considéré irrécouvrable. En conséquence, la dépréciation pour créances douteuses est évaluée selon des nouveaux critères tenant compte du type de bien financé et le risque de perte lié à la créance. **Les créances douteuses compromises.** D'après le règlement ANC n° 2014-07 article 2221-8 « un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Il doit faire l'objet d'une dépréciation d'un montant approprié. Les encours douteux compromis sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux, soit par enregistrement comptable au sein de comptes créés à cet effet, soit au moyen d'attributs. Un an après sa classification

en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte n'est pas envisagé ». En 2021, MACSF FINANCEMENT a analysé les encours douteux supérieur à un an et déclassé les créances dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées. Au 31/12/2021, ces créances douteuses compromises s'élevaient à 367 K€ et sont comptabilisées dans un compte dédié. **Passage en perte.** Lorsque le caractère irrécouvrable des encours est confirmé, ces actifs sont passés en perte. Les dossiers pour lesquels une procédure judiciaire a été engagée depuis plus de 8 ans, sans permettre le recouvrement des sommes dues, sont automatiquement passés en perte. **Segmentation des encours.** La nature des activités conduit à segmenter les encours par durée résiduelle et par grand type de contrat. MACSF FINANCEMENT n'a pas recours à un système de notation interne des créances dans sa politique de contrôle et de maîtrise des risques. En conséquence, et conformément à l'arrêté du 20/02/2007 relatif aux exigences de fonds propres des établissements de crédit, l'approche retenue en matière de risques de défaut consiste en l'application de la pondération de 75 % à la catégorie d'exposition « clientèle de détail », soit la totalité du portefeuille de financements portés par l'établissement. **Opérations avec la clientèle et avec les établissements de crédit et assimilés.** Du fait du statut de « société de financement », les créances sur les établissements de crédit et assimilés ainsi que les créances sur la clientèle de MACSF FINANCEMENT ne sont pas éligibles au refinancement de la Banque Centrale ou au Système Européen de Banque Centrale. **Opérations de crédit-bail et assimilées.** La Loi de Finances rectificative de 1999, dans son article 29, a prévu que les sociétés relevant de la Loi du 02/07/1966 pouvaient opter - pour les seules opérations de crédit-bail - pour l'amortissement financier : c'est-à-dire répartir uniformément l'amortissement des biens loués sur la durée du contrat de crédit-bail. MACSF FINANCEMENT a opté - pour les contrats financés à compter du 01/01/2000 - pour l'amortissement financier qui se substitue à l'amortissement comptable qui aurait été comptabilisé. Pour les opérations de crédit-bail financées à partir de 2000, la durée de l'amortissement financier est identique à la durée de location, l'amortissement financier est cohérent avec les loyers comptabilisés, la réserve financière est nulle ; ces opérations lors du rachat ne génèrent ni plus-values comptables, ni moins-values comptables (hormis le cas des cessions d'immobilisations Temporairement Non Louées). Les immobilisations données en crédit-bail sont portées au bilan social pour leur valeur d'achat, l'amortissement comptable est calculé élément par élément. **Intérêts et assimilés - commissions.** Les intérêts et commissions sont enregistrés en produit net bancaire au prorata temporis. Les articles 2111-1 à 2171-1 du Règlement ANC n° 2014-07 du 26/11/2014 précisent les règles d'assujettissement et de comptabilisation des commissions et des coûts marginaux de transaction, à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours. Les opérations assujetties au règlement sont les commissions perçues au titre du contrat d'assurance décès, invalidité, incapacité souscrit lors de l'octroi d'un contrat de crédit, ou crédit-bail, auprès de la société MACSF ASSURANCES. Ces commissions sont étalées sur la durée de vie effective du contrat, perçues, et comptabilisées mensuellement. Les commissions versées aux apporteurs d'affaires dont le montant est supérieur à 500 euros entrent dans ce champ d'application. Ces dernières sont étalées sur la durée de vie effective du contrat et sont comptabilisées trimestriellement. **Honoraires des Commissaires aux comptes.** Les honoraires de nos Commissaires aux comptes le Cabinet DELOITTE & ASSOCIES s'élevaient à 23,8 K€ HT, selon les dispositions relatives à leur mission pour l'exercice clos le 31/12/2021 précisées dans leur lettre de mission du 30/11/2021. **Opérations sur instruments financiers.** Les opérations sont enregistrées conformément aux dispositions des règlements n° 88-02, 89-01 et 90-15 modifiés du Comité de la réglementation bancaire et financière, du règlement n° 2002-01 du Comité de la réglementation comptable et du règlement ANC n° 2014-07 du 26/11/2014. A ce jour, les instruments financiers dérivés présents en hors-bilan sur la base du montant notional consistent exclusivement en swaps destinés à la couverture de risque de taux d'intérêt global de l'établissement, dans une optique de sécurisation de ses marges. Les résultats afférents à ces opérations sont constatés dans le produit net bancaire. Le rapprochement des portefeuilles et la valorisation de ces instruments sont réalisés et communiqués mensuellement ou trimestriellement, selon les partenaires financiers. La consolidation définitive est opérée trimestriellement par la comptabilité MACSF FINANCEMENT. **1. Swaps.** L'utilisation de swaps est destinée à « transformer » la part du refinancement bancaire à taux variable en ressources à taux fixe, au fur et à mesure de la consolidation des emplois. **2. Floors.** L'utilisation de floors permet de se prémunir des variations des taux d'intérêts de référence des lignes de refinancement bancaire de MACSF FINANCEMENT. Selon l'évolution des marchés, des gains exceptionnels peuvent être dégagés, sans préjudice sécuritaire. **Situation fiscale.** La société MACSF FINANCEMENT est membre du groupe d'intégration fiscale, dont la tête de groupe est MACSF SGAM. Du fait de cette intégration fiscale, une dette de 140 602 € est constatée envers la MACSF SGAM. Cette opération a été comptabilisée en compte courant au passif du bilan par contrepartie au débit du compte de résultat du poste « Impôts sur les sociétés ». La Société est incluse dans les comptes combinés de MACSF SGAM. **Renseignements divers.** Les effectifs rémunérés sont comptabilisés dans le poste « Services Extérieurs fournis par les sociétés du groupe » au compte de résultat et représentent 15,30 équivalents Temps Plein. Depuis mai 2020, une rémunération est allouée au Président du Conseil de surveillance, elle figure dans le poste « Charges de personnel » au compte de résultat.

2 - INFORMATIONS SUR LES POSTES DE BILAN ET DE COMPTE DE RESULTAT.

Ces informations sont communiquées en milliers d'euros. Voir annexes ci-après.

3 - INFORMATIONS SUR LES RESULTATS FINANCIERS.

Sans objet.

4 - INFORMATIONS SUR L'ACTIONNARIAT. MACSF FINANCEMENT est une société anonyme au capital de 8 800 000 euros divisé en 550 000 actions de 16 euros chacune, entièrement libéré. La composition du capital social est la suivante : MACSF ASSURANCES : 83,36 %, MACSF EPARGNE RETRAITE : 16,64 %, Personnes physiques : 7 administrateurs.

ANNEXES.

Annexe 2.1. Opérations interbancaires.

Emplois/ressources - 2021	Total en fin d'exer. 2021	A moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Non ventilé
Créa. s/les éta de crédit à vue..	3 679	115	181	240	3 143
TOTAL EMPLOIS	3 679	115	181	240	3 143
Dettes envers les éta de crédit à vue.....	759	0	0	0	759
TOTAL RESSOURCES	759	0	0	0	759

Emplois/ressources - 2020	Total en fin d'exer. 2020	A moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Non ventilé
Créa. s/les éta de crédit à vue..	4 452	107	151	204	3 990
TOTAL EMPLOIS	4 452	107	151	204	3 990
Dettes envers les éta de crédit à vue.....	1 011	0	0	0	1 011
TOTAL RESSOURCES	1 011	0	0	0	1 011

Annexe 2.2a. Opérations avec la clientèle.

Créances et dettes clientèle	Total en fin d'exercice	
	2021	2020
Créances sur la clientèle trésorerie	14 378	15 749
Créances sur la clientèle équipement	15 895	16 912
Créances douteuses - brut	384	445
Créances douteuses - dépréciations	- 364	- 417
Créances rattachées.....	117	180
TOTAL CREANCES	30 411	32 869

Les opérations avec la clientèle (actif) sur les créances commerciales, les comptes ordinaires débiteurs, ainsi que les opérations d'affacturage sont à néant. Les opérations avec la clientèle (passif) sur les comptes d'épargne à régime spécial sont à néant. **Annexe 2.2b. Ventilation selon la contrepartie.**

Créances sur la clientèle par contrepartie - 2021	Total en fin d'exer.	Stés non financières	Entrepreneurs	Particuliers
Créa. s/la cltèle trésorerie.....	14 378	0	0	14 378
Créa. s/la cltèle équipement.....	15 895	1 049	14 845	0
TOTAL CREANCES	30 273	1 049	14 845	14 378

Créances sur la clientèle par contrepartie - 2020	Total en fin d'exer.	Stés non financières	Entrepreneurs	Particuliers
Créa. s/la cltèle trésorerie.....	15 749	0	0	15 749
Créa. s/la cltèle équipement.....	16 912	821	16 090	0
TOTAL CREANCES	32 660	821	16 090	15 749

Les opérations avec la clientèle (actif) sur les créances commerciales, les comptes ordinaires débiteurs, ainsi que les opérations d'affacturage sont à néant. Les opérations avec la clientèle (passif) sur les comptes d'épargne à régime spécial sont à néant. **Annexe 2.2c. Ventilation selon la maturité.** Créances sur la clientèle par maturité. **2021.** Créances sur la clientèle, Total en fin d'exercice : 30 273, A moins de 3 mois : 3 217, De 3 mois à 1 an : 8 510, De 1 an à 5 ans : 18 059, A plus de 5 ans : 486. **2020.** Créances sur la clientèle, Total en fin d'exercice : 32 660, A moins de 3 mois : 3 398, De 3 mois à 1 an : 8 960, De 1 an à 5 ans : 19 799, A plus de 5 ans : 503. Les opérations avec la clientèle (actif) sur les créances commerciales, les comptes ordinaires débiteurs, ainsi que les opérations d'affacturage sont à néant. Les opérations avec la clientèle (passif) sur les comptes d'épargne à régime spécial sont à néant.

Annexe 2.3. Ventilation des encours financiers	Encours sains		Encours douteux	Encours douteux compromis	Encours douteux
	2021	2020			
Crédit-bail (financements professionnels) :					
- CBM	40 032	31 564	515	268	502
- LOAV	5 347	6 119	38	51	105
Crédit-bail (financements particuliers) :					
- SV	1 281	1 316	0	0	0
TOTAL CREDIT-BAIL	46 660	38 999	553	318	607
Location financière matériel	12 124	7 239	0	0	0
TOTAL LOCATION FINANCIERE	12 124	7 239	0	0	0
Crédits à l'équipement :					
- MPR	1 470	1 631	72	0	88
- VPR	14 425	15 281	120	0	155
Crédits à la consommation :					
- MSC	11	14	0	0	0
- VSC	14 367	15 735	144	49	202
TOTAL CREDIT	30 273	32 660	335	49	445
ENCOURS FINANCIER TOTAL	89 057	78 898	888	367	1 052

Annexe 2.4. Opérations de crédit-bail et location simple.

Immobilisations	Crédit-bail		Location simple	Total
	Locations	ITNL		
Montant brut des immob. au 31/12/2020	63 832	360	7 901	72 093
Décassements	23 181	34	7 875	31 090
Rachats	- 10 313	- 89	- 1 180	- 11 581
Transferts	- 333	333	0	0
MONT. BRUT DES IMMOB. AU 31/12/2021.	76 367	639	14 597	91 603
Amortissements cumulés au 31/12/2021.....	- 29 707	- 388	- 2 473	- 32 567
MONT. NET DES IMMOB. AU 31/12/2021 ...	46 660	251	12 124	59 035
Créances nettes.....	730	0	65	795
SOUS-TOTAL	47 391	251	12 188	59 830
ENCOURS FIN. NET AU 31/12/2021	47 391	251	12 188	59 830

Annexe 2.5. Immobilisations incorporelles, corporelles et financières. Les immobilisations (hors crédit-bail, location avec option d'achat et location simple). Immobilisations financières, Valeur brute en fin d'exercice 2020 : 28, Acquisition : 25, Cession/Transfert : - 32, Valeur brute en fin d'exercice 2021 : 21. **Annexe 2.6. Autres actifs et compte de régularisation actif.**

Autres actifs	Exer. 2021	Exer. 2020
Créances sur des tiers ne figurant pas dans les autres postes d'actif.....	0	108
Créances fiscales et sociales	851	960
TOTAL	851	1 068

Compte de régularisation actif	Exer. 2021	Exer. 2020
Charges constatées d'avance.....	50	50
Produits à recevoir	24	69
TOTAL	74	119

Annexe 2.7. Autres passifs et comptes de régularisation passif.

Autres passifs	Exer. 2021	Exer. 2020
Dettes à l'égard des tiers ne figurant pas dans les autres postes du passif.....	2 427	2 121
Dettes fiscales et sociales.....	147	106
TOTAL	2 574	2 227

Comptes de régularisation passif. Produits constatés d'avance et Total, Exercice 2021 : 285, Exercice 2020 : 217.

Annexe 2.9. Flux des dépréciations et des provisions	Au 31/12/2020	Exercice 2021		Au 31/12/2021	Produits sur créa. acquises	Récupérations sur créa. amorties	Créa. irrecouvrables couvertes p/des dépréc.	Impact sur le résultat
		Dotations	Reprises					
Dépréciations sur créances douteuses :								
- Opérations de trésorerie	188	39	45	182	0	4	16	7
- Opérations avec la clientèle	229	0	48	182	1	1	11	- 38
- Opérations de crédit-bail.....	501	275	52	723	250	6	6	- 26
Provisions :								
- Opérations du bilan	103	127	24	206	-	-	-	103
TOTAL	1 020	441	168	1 293	250	11	34	46

Annexe 2.10. Variation des capitaux propres. Le capital social est constitué de 550 000 titres d'une valeur nominale de 16 euros, entièrement libérés.

	Mont. 2020	Aug.	Dim.	Mon. 2021
Capital souscrit	8 800	0	0	8 800
Primes d'émission	229	0	0	229
Réserve légale	880	0	0	880

Annexe 2.8. Dettes représentées par un titre.

2021	Total en fin d'exer. 2021	A moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans
Titres du marché interbancaire	72 000	0	17 000	55 000
Dettes rattachées	54	54	0	0
TOTAL	72 054	54	17 000	55 000

2020	Total en fin d'exer. 2020	A moins de 3 mois	De 1 an à 5 ans
Titres du marché interbancaire	63 500	0	63 500
Dettes rattachées	57	57	0
TOTAL	63 557	57	63 500

Autres réserves	5 300	0	0	5 300
Résultat de l'exercice	187	379	187	379
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	18 629	565	187	19 007

Le résultat par action au 31/12/2021 s'élève à 0,69 euros.

Annexe 2.11. Informations sur le hors-bilan.

Opérations sur instruments financiers	Exercice 2021				Exercice 2020			
	Notionnel	Valeur de marché	Risque de crédit (*)		Notionnel	Valeur de marché	Risque de crédit (*)	
			Exposition pondérée	CVA			Exposition pondérée	CVA
Swaps.....	58 000	86	1 163	36	50 500	- 175	1 010	30
Caps - Floors	58 000	450	1 163	36	50 500	483	1 010	30
Droits de tirage sur billets à ordre	-	N/A	-	-	16 500	N/A	-	-

(*) L'approche du risque de crédit est effectuée selon la méthode standard.

Annexe 2.12. Ventilation des intérêts, charges et produits assimilés	2021		2020	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations avec les étés de crédit :				
- Agios/Intérêts bancaires	6	0	8	0
- Intérêts des billets à ordre	316	0	309	0
Opérations avec la clientèle :				
- Intérêts sur crédits de trésorerie	0	482	0	522
- Intérêts sur crédits à l'équipement.....	0	528	0	567
- Produits divers sur la clientèle	0	85	0	65
Opérations de hors-bilan :				
- Charges/Produits sur instr. de couverture..	113	0	98	0
- Primes sur caps	0	298	0	203
TOTAL	435	1 393	415	1 356

Annexe 2.15. Ventilation des charges d'exploitation	Exer. 2021	Exer. 2020
Charges de personnel.....	54	35
Impôts et taxes.....	26	36
Services extérieurs.....	482	526
- Loyers et charges locatives.....	100	165
- Honoraires contentieux.....	34	35
- Honoraires divers	78	56
- Publicité, insertions	2	1
- Frais postaux	1	1
- Cotisations diverses	11	11
- Jetons de présence	12	12
- Divers	244	245
Services extérieurs fournis par les stés du groupe.....	1 672	1 711
- Personnel détaché.....	1 231	1 249
- Frais informatiques.....	61	74
- Charges de distribution.....	100	112
- Charges générales La Défense	10	54
- Charges diverses d'exploitation.....	270	221
TOTAL	2 234	2 308

Annexe 2.13. Ventilation des commissions	Exercice 2021		Exercice 2020	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations avec les étés de crédit :				
- Frais divers sur impayés	1	-	1	-
- Commissions sur prélèvements	2	-	2	-
- Frais sur services bancaires	3	-	9	-
- Commissions de confirmation.....	60	-	36	-
- Commissions d'intermédiation.....	-	60	-	115
Opérations avec la clientèle :				
- Charges sur rachats crédits	62	-	52	-
- Produits sur impayés crédits	-	1	-	1
- Commissions partenariat NEXITY.....	-	55	-	78
- Commissions apporteur AMTT	-	62	-	76
- Commissions assurances DII - B113	-	418	-	377
- Commissions assurances décès prêt - A93	-	155	-	187
Opérations hors-bilan :				
- Primes sur cap	264	0	183	0
TOTAL	392	750	283	835

Annexe 2.16. Coût du risque	Total en fin d'exercice	
	2021	2020
Charges :		
- Dépréciations sur créances.....	39	22
- Pertes sur créances irrécouvrables	27	4
TOTAL CHARGES	67	26
Produits :		
- Intérêts sur créances.....	1	5
- Reprises de dépréciations.....	92	55
- Récupération sur créances amorties.....	5	6
TOTAL PRODUITS	98	67
Coût du risque.....	- 31	- 41

Annexe 2.14. Ventil. des op. de crédit-bail et location	Exer. 2021	Exer. 2020
Produits sur opérations de crédit-bail :		
- Loyers	15 259	13 027
- Reprises de dépréciation	52	65
- Autres produits sur opérations de crédit-bail	44	43
- Loyers douteux.....	255	114
Produits sur opérations de location simple :		
- Loyers	2 044	783
- Autres produits sur opérations de location simple.....	0	1
- Produits intermédiaires cessions LFM	0	2
TOTAL PRODUITS	17 655	14 034
Charges sur opérations de crédit-bail :		
- Dotations aux amortissements	13 980	11 957
- Dépréc. s/immobilisations données en crédit-bail	281	151
- Moins-values de cession.....	6	189
- Autres charges sur opérations de crédit-bail	1	4
Charges sur opérations de location simple :		
- Dotations aux amortissements	1 867	693
- Autres charges sur opérations de location simple.....	2	9
TOTAL CHARGES	16 138	13 004

Annexe 2.17a. Détail des opérations effectuées avec les sociétés du groupe.

Sociétés	Exercice 2021		Exercice 2020	
	Charges	Produits	Charges	Produits
MACSF ASSURANCES :				
- Frais généraux de La Défense	10	-	54	-
- Personnel détaché	1 231	-	1 249	-
- Frais informatiques.....	61	-	74	-
- Frais de distribution	100	-	112	-
- Charges diverses d'exploitation.....	270	-	221	-
- Intérêts sur BO	149	-	167	-
SOUS-TOTAL	1 822	0	1 878	0
MACSF PREVOYANCE :				
- Commissions assurances B113	-	418	-	377
- Commissions assurances A93	-	155	-	187
SOUS-TOTAL	0	572	0	564
MACSF TRIARCHE :				
- Loyers et charges locatives.....	100	-	165	-
- Charges locatives et copropriété	21	-	20	-
SOUS-TOTAL	120	0	185	0
TOTAL	1 942	572	2 063	564

Annexe 2.17b. Détail des opérations effectuées avec les sociétés du groupe.

Sociétés	Exercice 2021		Exercice 2020	
	Actif	Passif	Actif	Passif
MACSF ASSURANCES :				
- Billets à ordre et créances rattachés	0	35 029	0	35 030
- Compte courant FG	0	2 049	0	2 067
- Assurances TUB AUTO.....	0	0	0	2
SOUS-TOTAL	0	37 078	0	37 098
MACSF PREVOYANCE :				
- Compte courant technique	0	0	0	20
SOUS-TOTAL	0	0	0	20
MACSF EPARGNE RETRAITE :				
- Compte courant technique	0	0	0	1
SOUS-TOTAL	0	0	0	1
MACSF SGAM :				
- Groupe fiscal.....	0	69	105	0
MACSF TRIARCHE :				
- Dépôts versés à Horbouts 1	21	-	28	-
SOUS-TOTAL	21	0	28	0
TOTAL	21	37 147	134	37 118

Annexe 2.18. Ventilation des charges et produits exceptionnels	Exercice 2021		Exercice 2020	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Régularisation comptes clients	1	0	0	0
Régularisation comptes assurances.....	0	1	0	6
Régl. cptes impôts, organismes sociaux.....	0	0	1	0
Régularisation diverses.....	1	0	0	0
TOTAL	2	1	1	7
RESULTAT EXCEPTIONNEL	1		6	

Annexe 2.19. Filiales et participations. Néant.

AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2021. L'Assemblée Générale, approuvant la proposition faite par le Directoire, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 378 859,86 euros, au compte « report à nouveau », portant ainsi le compte « report à nouveau - solde créditeur » de 3 419 902,92 euros à 3 798 762,78 euros.

ATTESTATION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES. 1. Opinion. En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société MACSF FINANCEMENT relatifs à l'exercice clos le 31/12/2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice. **2. Fondement de l'opinion. Référentiel d'audit.** Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport. **Indépendance.** Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes sur la période du 01/01/2021 à la date d'émission de notre rapport.

3. Justification des appréciations. La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 créé des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent des multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits. C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons

pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément. **4. Vérification spécifiques.** Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires. **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.** Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous. La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise. Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels. Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité. Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire du 18/03/2022.

6. Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels. Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci. Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre : il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ; il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ; il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ; il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ; il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle. DELOITTE & ASSOCIES.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société : Cours du Triangle - 10, rue de Valmy - 92800 PUTEAUX.